

RAPPORT ANNUEL **2024**



COMMISSION DE SUIVI ET D'INFORMATION
PROJET DE GÉOTHERMIE PROFONDE – HAUTE-SORNE

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	5
1. RAPPEL DES MISSIONS ET DE LA COMPOSITION DE LA CSI	6
MISSIONS	6
COMPOSITION	6
2. SÉANCES, TRAVAUX, COMMUNICATION ET INFORMATIONS	9
SÉANCES	9
TRAVAUX	9
COMMUNICATION ET INFORMATIONS	10
Séance ouverte au public	10
Médias	10
Site Internet	10
Visite du site de forage à Haute-Sorne	11
3. THÉMATIQUES ABORDÉES	12
SÉANCES ORDINAIRES	12
Rôle de régulateur et de haute surveillance du Canton	12
Suivi environnemental	12
Premiers résultats	12
Résultats du sondage organisé par la Commune de Haute-Sorne	12
Gestion des risques, dont le risque sismique	13
Processus décisionnel en vue de la deuxième phase	13
SÉANCE D'INFORMATION PUBLIQUE	13
4. COMPTES 2024	14
5. BILAN DE L'ANNÉE ET PERSPECTIVES	15

AVANT-PROPOS

Le présent rapport est le deuxième rapport d'activité annuel de la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne (ci-après : la Commission ou la CSI), qui porte sur l'année 2024, la deuxième année d'existence et d'activité de la Commission.

On rappellera que la CSI a été instituée par le Gouvernement de la République et Canton du Jura en octobre 2022 et qu'elle a tenu sa première séance le 15 novembre 2022.

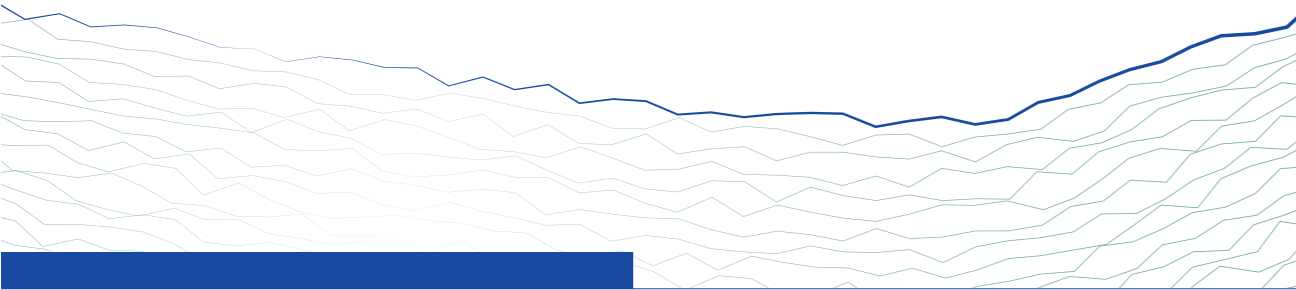
Pour ce qui est de son contenu, le présent rapport commence par rappeler, brièvement, les missions de la CSI, ainsi que sa composition (chapitre 1). La partie principale du rapport s'attache à décrire l'action de la Commission au cours de l'année écoulée, notamment les séances qu'elle a tenues, la manière dont elle a fonctionné et les divers travaux qu'elle a entrepris (chapitre 2), en mettant un accent particulier sur les thématiques de fond liées au projet de géothermie profonde de Haute-Sorne qu'elle a abordées et les informations et enseignements qu'elle a pu acquérir (chapitre 3). Le rapport se poursuit par une brève présentation des aspects budgétaires et financiers de l'activité et du fonctionnement de la CSI (chapitre 4), et se termine sur un bilan de la deuxième année de fonctionnement de la Commission et quelques perspectives concernant la suite de ses travaux (chapitre 5).

Conçu sur le modèle de celui de l'année précédente, le présent rapport se veut synthétique et concis. De plus amples informations sur les diverses activités de la CSI se trouvent sur son site Internet : www.csi-hautesorne.ch.

Au terme de ce deuxième exercice annuel de la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne, le soussigné tient, en tant que président, à remercier toutes et tous les membres de la CSI de la qualité, de la franchise et de la transparence des débats, mais aussi de la collégialité et de la cordialité des échanges. Si le projet dont elle s'occupe du suivi fait l'objet, au sein de la population jurassienne, mais aussi au sein de la Commission, de discussions parfois animées, et de divergences d'opinions, la CSI a toujours su conserver un climat de travail et de discussion dans lequel l'écoute de l'autre et le respect de ses opinions est placé au premier plan. Un remerciement particulier va aux membres du bureau, Mme Camille Guittard, chargée de communication auprès du Service de l'information et de la communication, et M. Sylvain Rigaud, chef de projet « géothermie profonde » au sein du Service du développement territorial de la République et Canton du Jura, pour leur précieux soutien à la présidence, ainsi qu'à Mme Amelia Vitalba, du Service du développement territorial, qui assume le suivi financier et, à Mme Taylor Quenet et M. Rubén Rodriguez Alborés pour le suivi administratif de la Commission.

Pascal Mahon, président de la CSI

1. RAPPEL DES MISSIONS ET DE LA COMPOSITION DE LA CSI



MISSIONS

Prévue par les deux conventions des 15 juin 2015 (entre Geo-Energie Jura SA, le Canton et la Commune) et 17 juin 2022 (entre Geo-Energie Jura SA, Geo-Energie Suisse SA et le Canton), qui accompagnent et encadrent le projet de géothermie profonde et en définissent notamment la structure de gouvernance, la Commission de suivi et d'information (CSI) a été instituée par le Gouvernement jurassien à l'automne 2022.

Elle est chargée de suivre le projet dans un but d'information, de s'informer et d'informer sur le projet, de constituer la plateforme principale de discussion et d'échange d'opinions et d'informations sur le projet de géothermie profonde de Haute-Sorne. Elle a ainsi, en particulier, pour objectifs d'assurer la transparence du projet et de ses phases, d'entendre, de discuter et de clarifier les positions controversées, de communiquer de manière complète sur les étapes et les divers aspects du projet, de répondre de manière factuelle et objective aux interrogations et inquiétudes de ses membres et de la population, ainsi que de favoriser et de faciliter le dialogue entre l'opérateur et la population, afin de permettre une meilleure compréhension du projet et de sa mise en œuvre. Elle peut recourir à l'aide de spécialistes, universitaires et professionnels, qui enrichiront ses discussions et travaux. Des mandataires externes peuvent également être sollicités en matière de communication.

La CSI réunit autour de la table les diverses parties prenantes institutionnelles et des représentants de la société civile (associations économiques, de protection de l'environnement, etc.) et de la population locale (commune de site et communes voisines).

COMPOSITION

La composition de la CSI est fixée par un arrêté du Gouvernement jurassien du 25 octobre 2022¹.

La CSI compte 25 membres, lesquels se répartissent, sur la base de leur provenance – et si l'on fait abstraction du président –, en trois groupes qui représentent :

- pour un tiers environ (9 sièges au total), **les principaux partenaires « institutionnels »** du projet, à savoir le Canton, la Commune de Haute-Sorne, par son Conseil communal, et l'exploitant (Geo-Energie Suisse SA et Geo-Energie Jura SA), avec 2 sièges chacun, ainsi que les Communes voisines de Boécourt et de Saulcy (par leur Conseil communal) et la Confédération (l'Office fédéral de l'énergie), avec un siège chacun ;
- pour un autre tiers (8 sièges au total), **des associations et organisations de la société civile**, notamment les associations de protection de l'environnement et les organisations des milieux économiques intéressés, avec un siège chacune ;
- pour le dernier tiers (7 sièges), **des représentantes et des représentants des citoyennes et citoyens de la Commune de Haute-Sorne**, désignés par le Conseil général.

Deux associations ont décliné jusqu'ici l'invitation que le Gouvernement leur avait adressée, les conviant à participer aux travaux de la Commission, de sorte que leur siège reste vacant : l'association Pro Natura, et l'association « Citoyens Responsables Jura ».

La CSI a pour mission de constituer la plateforme principale de dialogue et d'échange d'opinions et d'informations sur le projet

La liste complète des personnes qui composent la Commission de suivi et d'information au 31 décembre 2024

INSTANCE	TITULAIRE	SUPPLÉANT
Canton du Jura	Pierre Brulhart	
	Quentin Theiler	Jean Fernex
Conseil communal de Haute-Sorne	Eric Dobler	
	Olivier Chèvre	
Exploitant	Peter Meier	Fabien Christe
	Olivier Zingg	Raymi Castilla
Conseil communal de Boécourt	Jacques Favre	Nicolas Wiser
Conseil communal de Saulcy	Christophe Wermeille	Nicolas Hulmann
OFEN	Nicole Lupi	Pierre Christe
CCIJ	Pierre-Alain Berret	
FER-Arcju	Patrick Riat	Vincent Gigandet
AJPF	Marie-Hélène Brandon	
Pro Natura Jura	Vacant	Vacant
WWF Jura	Céline Barrelet	Marc Ribeaud
Association CRJ	Vacant	Vacant
Agri Jura	Marc Kury	
Association Géothermie Jura	Gérard Struchen	André Irminger
Représentants des citoyennes et citoyens de Haute-Sorne	Alain Girardin	
	Denis Jeannerat	
	Michel Kiener	
	Michel Lando	
	Thierry Lombard	
	Vincent Seuret	
	Massimo Zappala	

¹ Arrêté relatif à la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne, accessible [ici](https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/9c2f7cd-57421cad8107862b107a00f52db80641a66d8d37dd1acf9bb92cb72cb.pdf/221025_GVT_Arrete-CSI.pdf?download=1) : https://www.jura.ch/Htdocs/Files/v/9c2f7cd-57421cad8107862b107a00f52db80641a66d8d37dd1acf9bb92cb72cb.pdf/221025_GVT_Arrete-CSI.pdf?download=1

2. SÉANCES, TRAVAUX, COMMUNICATION ET INFORMATIONS

Changements intervenus au cours de l'exercice

La composition de la Commission a connu deux changements durant l'année 2024 :

- Madame Patrizia Monastra, Conseillère communale représentante de la Commune de Boécourt a été remplacée par Monsieur Jacques Favre, Conseiller communal.

Bureau de la CSI

La CSI dispose d'un bureau qui assume, en soutien de la présidence, la préparation des séances, la tenue des procès-verbaux, la gestion du site Internet, la rédaction de rapports, notamment du rapport annuel d'activité, ainsi que les suivis administratif et financier. Le bureau est assuré par des personnes employées du Canton. Il se compose actuellement de quatre personnes :

TITULAIRE	FONCTION
Camille Guittard	Chargée de communication Service de l'information et de la communication
Sylvain Rigaud	Chef de projet géothermie profonde Service du développement territorial
Rubén Rodriguez Alborés	Chargé du suivi administratif Service du développement territorial
Amelia Vitalba	Chargée du suivi financier Service du développement territorial

Madame Taylor Quenet, chargée du suivi administratif au sein de la Commission en 2023 a pris de nouvelles fonctions au sein de l'état en début d'année 2024 et a été remplacée par Monsieur Rubén Rodriguez Alborés.

- Madame Regula Petersen, suppléante de Madame Nicole Lupi, représentante de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN), a été remplacée par Monsieur Pierre Christe, chargé des aspects liés à la géothermie de faible à grande profondeur et au stockage dans le sous-sol au sein de l'OFEN.

SÉANCES

La Commission a tenu six séances en 2024, soit environ une séance tous les 60 jours (l'infographie qui suit indique les dates de ces séances). Cinq de ces séances étaient des séances ordinaires.

Pratiquement toutes les séances ordinaires, qui se déroulaient en fin d'après-midi, avaient une durée prévue de 2 heures 30 (de 16h45 à 19h15 ou 19h30), durée qui a souvent, en réalité, été quelque peu dépassée, au vu de la densité des informations et de l'intensité des échanges.

Tout comme en 2023, une séance publique s'est tenue en 2024, le 21 novembre, avec pour thématiques la présentation des premiers résultats du forage exploratoire, le travail de suivi et de surveillance du Canton en parallèle des travaux et opérations sur site, ainsi que le processus décisionnel en vue de la deuxième phase. La question démocratique en lien au projet a fait l'objet de la deuxième partie de la séance.

TRAVAUX

En 2022-2023, la CSI avait cherché à s'informer sur les aspects techniques, les enjeux et les risques du projet, en abordant des thématiques comme les besoins en eau, la sismicité, la procédure des protocoles de fissures, les techniques de forage, la stimulation hydraulique, en invitant des experts de ces diverses thématiques, afin d'avoir une bonne base d'information, rationnelle et objective.

En 2024, la CSI a légèrement adapté la structure de ses séances puisque les travaux de forage avaient commencé. Après une première partie à caractère organisationnel interne (adoption des procès-verbaux, informations du bureau et des membres de la Commission), chacune des séances ordinaires a consacré une deuxième partie au suivi des travaux et à leur surveillance, avec à chaque fois à l'ordre du jour un point « état des lieux des travaux et suivi du projet ». La CSI n'en a pas moins continué à inviter des experts sur certaines thématiques qu'elle avait décidé d'approfondir.

La CSI a ainsi fait un point de situation sur l'avancée des travaux à chacune de ses séances, et a abordé diverses thématiques clé, sur lesquelles on reviendra dans le chapitre 3 de ce rapport.



29 janvier 2024
séance ordinaire

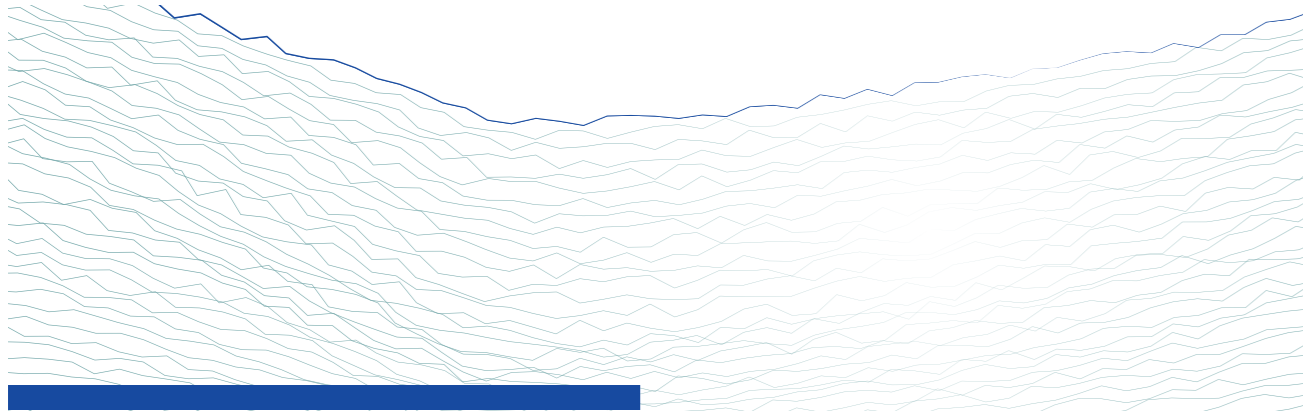
18 juin 2024
visite du site de Geo-Energie Jura à Haute-Sorne
& séance ordinaire

28 octobre 2024
séance ordinaire

29 avril 2024
séance ordinaire

12 septembre 2024
séance ordinaire

21 novembre 2024
séance d'information publique



COMMUNICATION ET INFORMATIONS

Séance ouverte au public

Tout comme en 2023, une séance a été conçue comme une séance d'information ouverte au public. Elle a eu lieu le 21 novembre 2024, à la halle de gymnastique de l'école primaire de Bassecourt, et a permis de discuter et débattre, entre autres, de la question de la participation démocratique ou de l'existence d'un déni de démocratie. La CSI avait à cet effet invité un expert, en la personne du professeur Frédéric Bernard, constitutionnaliste, de l'Université de Genève. La séance a été modérée par M. Nicolas Rossé, journaliste à la RTS. Malheureusement, et sans doute en partie au moins en raison des intempéries (c'est le jeudi 21 novembre que pratiquement toute la Suisse a été recouverte en quelques heures par d'abondantes chutes de neige), la séance n'a réuni qu'une cinquantaine de personnes autour des membres de la CSI et des invités externes. Les médias présents lui ont cependant donné un large écho dans les jours qui ont suivi.¹

En marge de la séance publique, la CSI a distribué trois fiches d'informations à l'adresse de la population, en lien avec les thématiques abordées lors de la séance : une première sur les « Grandes étapes du projet et décisions des autorités », une autre sur le rôle et les missions de la CSI dont le titre est « La CSI : une plateforme qui permet de... », et une troisième sur « Les tests de stimulation, dernière étape de la phase exploratoire ».²

Médias

Afin de remplir au mieux sa mission d'information du public, et indépendamment de ses autres activités d'information et de communication, la CSI a décidé d'inviter les représentantes et représentants des médias à une sorte de point-presse, à l'issue de

certaines de ses séances, voire à participer à une partie de celles-ci, notamment lors de présentations de spécialistes externes. En 2024, les médias ont été conviés à la séance ordinaire du 29 avril et à celle du 21 novembre, ouverte au public.

Site Internet

Depuis le mois de mai 2023, la CSI dispose d'un site Internet qui lui est propre, distinct de ceux du Canton et de l'entreprise porteuse du projet. Ce site Internet a pour but premier de communiquer sur les travaux qu'entreprend la Commission et sur les thèmes qu'elle aborde et discute, ainsi que de relayer des informations importantes communiquées par le Canton, par l'exploitant ou par d'autres sources. Il offre ainsi une source d'information transparente pour toutes celles et ceux que le projet intéresse, interpelle ou inquiète. On trouve en effet sur le site tous les documents de travail de la CSI, notamment les procès-verbaux de toutes ses séances, sans exception, ainsi que toutes les informations qu'elle se procure et dont elle dispose, comme les présentations des experts qu'elle invite (présentations Powerpoint et autres) et qui servent de base à ces séances, et aussi un bref compte-rendu de chacune de celles-ci. Le site Internet renseigne également sur la composition et le fonctionnement de la CSI.

Enfin et surtout, le site de la Commission a pour ambition de servir de plateforme de dialogue et d'échange, et de permettre à la population d'intervenir dans le débat autour du projet, soit en posant directement des questions, soit en lui faisant des suggestions. Les questions et les suggestions doivent cependant concerner les travaux et les activités de la CSI ; celle-ci se réserve le droit de renvoyer à d'autres, le Canton, la Commune ou l'entreprise porteuse du projet, par exemple, les

questions et suggestions qui s'adresseraient en réalité plus spécifiquement à ceux-ci.

De plus, la CSI a mis à jour sa rubrique FAQ présente sur son site Internet, en fonction de l'avancée du projet ou des thématiques sujettes à discussion au sein de la Commission ou de la population.

Statistiques du site Internet

Entre le 1er janvier 2024 et le 2 décembre 2024, le site Internet de la CSI a compté 1154 visiteurs dont la durée moyenne de connexion s'élève à 4 minutes 42 secondes. Cette durée de consultation considérée comme longue est positive puisque les pages sur lesquelles la durée est la plus élevée sont la page « FAQ » et la page « Vos questions ». Ces pages nécessitent un temps de lecture plus important de par leur contenu et justifient alors un tel temps de connexion.

Quatre pics d'audience sont à relever durant cette période ; le premier daté du 25 avril (25 visiteurs) correspond à quatre jours précédant la séance ordinaire lors de laquelle les médias ont été invités, le second pic, daté du 22 mai (73 visiteurs), et le troisième, daté du 24 mai (43 visiteurs), correspondent au début du forage. On peut relever que ce sont la page d'accueil et la page « Séances de la CSI » qui ont été le plus visitées à ces occasions. Le dernier pic, qui date du 18 novembre (39 visiteurs), doit être en lien avec la communication réalisée en amont avec la séance d'information ouverte au public qui s'est déroulée le 21 novembre 2024.

La page la plus consultée est la page d'accueil, sur laquelle nous retrouvons déjà un nombre important d'informations telles que des sujets d'actualités, les dates des prochaines séances, des informations relatives au projet et des réponses aux questions posées par les internautes. Les pages « FAQ » et « Vos questions » viennent ensuite dans le classement, suivies des pages « Séances de la CSI », « Événements » et « Actualités ».

Visite du site de forage à Haute-Sorne

En date du 18 juin 2024, en préambule à une de ses séances ordinaires, la CSI et ses membres ont visité le site de forage, alors qu'étaient encore en cours les travaux de forage exploratoire. Cette visite a permis aux membres de découvrir l'ampleur de ces travaux, de poser des questions concrètes à l'exploitant et aux personnes travaillant sur le site, ainsi que d'évaluer les impacts sonores et visuels du projet. Des échanges avec les collaborateurs de Geo-Energie Suisse et de Geo-Energie Jura ont permis, durant la visite et à l'issue de celle-ci, de fournir aux membres de la CSI des réponses à plusieurs de leurs questions.

¹ Le déroulement et le contenu de cette séance seront encore précisés dans le sous-chapitre « Séance d'information publique » de ce rapport.

² Fiches d'informations distribuées lors de la séance publique : <https://www.csi-hautesorne.ch/fr/Actualites/Fiches-d-informations.html>

3. THÉMATIQUES ABORDÉES



SÉANCES ORDINAIRES

Bien que les thématiques aient été abordées en séances en plusieurs étapes et selon plusieurs critères, comme l’avancée des travaux, mais aussi les demandes des membres de la CSI ou encore les besoins de l’actualité, elles seront présentées et regroupées ici en fonction de l’ordre chronologique du déroulement du projet.

Rôle de régulateur et de haute surveillance du Canton

Lors de la séance du 29 avril, il a été question de présenter aux membres de la CSI et aux médias régionaux, les principales missions du Canton en tant que régulateur, avant, pendant, et à la suite des travaux de forage. A cette même occasion, M. Damien Scheder, chef de la Section de la protection de la population et sécurité du Canton, a présenté les risques identifiés et le plan d’intervention « feux bleus » pour la phase exploratoire en cours.

Suivi environnemental

A plusieurs reprises, l’Office cantonal de l’environnement a présenté le travail de suivi environnemental durant la phase de construction de la place de forage ainsi que le suivi concernant la sûreté des travaux de forage. Ce suivi environnemental est confié à un bureau d’ingénieurs mandaté par l’exploitant. Lors de la séance du 29 avril, cette entreprise a été invitée pour détailler plusieurs sujets dont elle assure le suivi, notamment les éléments liés à la protection de l’air, à la protection contre le bruit, à la protection des sols et des eaux, ainsi qu’au traitement des boues de forage.

L’Office de l’environnement jurassien a aussi exposé le travail qu’il effectue en termes de suivi environnemental et notamment de vérification et de validation des substances chimiques utilisées durant le forage ainsi que des questions liées au contrôle du respect des normes relatives au bruit émis par les travaux.

Premiers résultats

Dès la fin des travaux de forage, M. Olivier Zingg, directeur de Geo-Energie Jura, a fait un point de situation sur les premiers résultats récoltés pendant et à la suite du forage exploratoire. Il a ensuite présenté les conclusions du suivi environnemental (bruit, eau, déchets), les analyses en cours (caractérisation du réservoir, température, données géophysiques) et les travaux à venir (campagne géophysique 3D, tests de stimulation).

Résultats du sondage organisé par la Commune de Haute-Sorne

La CSI s’est aussi penchée, une fois le rapport y relatif publié, sur le sondage organisé par la Commune de Haute-Sorne, tout particulièrement sur ses résultats, dont elle a pu prendre connaissance et qu’elle a discutés dans sa séance du 12 septembre 2024. Plutôt que sur les résultats en eux-mêmes ou la méthodologie du sondage, la CSI s’est concentrée sur les enseignements qu’elle pouvait ou devait en tirer dans le cadre de son propre mandat, notamment dans l’optique de ses futurs travaux. C’est ainsi par exemple qu’elle a décidé de thématiser, lors de la séance publique de novembre la question de la participation démocratique et du déni de démocratie, qui était l’un des principaux griefs adressés au projet selon ce sondage.

Gestion des risques, dont le risque sismique

Lors de la séance du 28 octobre 2024, M. Clément Baujard, ingénieur de réservoir, spécialisé en géothermie profonde chez És Géothermie et membre du Groupe d’experts indépendants (GEI), est intervenu pour partager son expérience. En prenant pour exemples les projets géothermiques alsaciens, il a présenté les méthodes de contrôle et de prévention de la sismicité induite dès l’étape de forage, jusqu’à l’étape d’exploitation d’une centrale géothermique.

Processus décisionnel en vue de la deuxième phase

M. Pierre Brulhart, chef de la Section de l’énergie du Canton a présenté le processus décisionnel en vue de la seconde phase du projet.

SÉANCE D’INFORMATION PUBLIQUE

Comme déjà indiqué, la séance publique a eu lieu à Bassecourt le 21 novembre 2024.

Dans la première partie, M. Olivier Zingg, directeur de Geo-Energie Jura, a présenté les premiers résultats obtenus jusqu’ici dans l’étape du forage exploratoire et d’aborder les prochaines étapes. Ensuite, M. Quentin Theiler, de l’Office cantonal de l’environnement, a expliqué le travail de suivi et de surveillance du Canton en parallèle des travaux et opérations sur site. Les questions du public ont porté sur la sécurité sismique, l’impact sur les eaux souterraines, les coûts et les garanties offertes par l’assurance en cas de dommages.

Après une introduction de la deuxième partie par M. Nicolas Rossé, modérateur, M. Pierre Brulhart, chef de la Section de l’énergie du Canton a présenté les étapes décisionnelles à venir en vue de la deuxième phase du projet. Sa présentation a été suivie par une conférence de M. Frédéric Bernard, professeur de droit constitutionnel et de droit public à l’Université de Genève, qui portait sur la question de savoir si, dans le cadre du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne, il est possible de parler de déni démocratique (titre de la conférence : “Processus d’autorisation du projet de Haute-Sorne : peut-on parler de déni démocratique ?”). Analysant plusieurs des étapes clés du projet, à l’aune des grands principes juridiques qui sous-tendent l’ordre constitutionnel suisse et jurassien, le professeur Bernard a montré qu’il n’est pas possible, juridiquement parlant, de considérer que les processus de décision qui ont conduit à l’adoption et à la réalisation de ce projet

pourraient permettre de conclure à une forme de déni démocratique. Il a relevé que dans la mesure où ni le droit fédéral n’impose, ni le droit jurassien ne prévoit un vote populaire dans ce type de projet d’aménagement du territoire, les bases légales applicables et les processus d’information et de participation qu’elles prévoient (procédure de mise à l’enquête publique et d’opposition, avec droit de recours au Tribunal cantonal, puis au Tribunal fédéral) ont été respectées. Le professeur Bernard a souligné que le seul moment, dans ce long processus, où un vote populaire aurait éventuellement pu avoir lieu a été celui de l’initiative populaire « Contre la géothermie profonde » déposée en avril 2017, que le Gouvernement et le Parlement avaient jugée valide, mais que la Cour constitutionnelle cantonale a invalidée en juin 2018, pour contradiction avec le droit fédéral. Le professeur Bernard a précisé qu’il ignorait pour quelles raisons les auteurs de l’initiative n’avaient pas porté l’affaire au Tribunal fédéral.

Dans les discussions qui ont suivi la conférence, sur la base des nombreuses questions du public présent, il est apparu que l’absence de mécanismes de votation populaire dans le Canton du Jura – au contraire de ce qui existe dans certains autres cantons, à Genève, notamment – pouvait, et devait probablement, être considéré, pour ce genre de projet et dans la phase de planification, comme une faiblesse ou un point susceptible d’améliorations dans le droit jurassien. Mais il est aussi apparu, d’un autre côté, que pour pratiquement tous les projets en matière d’énergie, que ce soit le nucléaire, l’éolien, le solaire ou la géothermie, il existe un paradoxe difficile à résoudre entre une volonté politique exprimée – parfois même en votation populaire – au niveau fédéral, d’un côté, et des résistances, locales, des populations (plus) directement concernées, qui pourraient faire échec à la politique fédérale. C’est du reste pour cette raison que, selon le professeur Bernard, la tendance semble aller, au plan fédéral, et au moins en matière nucléaire, vers la suppression des mécanismes de démocratie directe locale.



4. COMPTES 2024

Frais de fonctionnement de la Commission de suivi et d'information CSI, en charge par l'Exploitant	Budget 2024	Frais effectifs 2024
Honoraires Prof. Mahon, président (TTC)	20'000.00	18'583.00
Défraiement membres (TTC, hors RCJU, Géo-Energie, OFEN)	2'500.00	1'470.00
Secrétariat (TTC)	21'000.00	17'651.00
Comptabilité (TTC)	8'000.00	4'172.00
Autres collaborateurs RCJU (TTC, plusieurs collaborateurs, hors convention du 17 juin 2022)	13'000.00	9'065.00
Experts pour la gestion de la CSI et sa communication (invités, prestataires, médiation, etc.)	15'000.00	2'893.00
Séances de la CSI à Bassecourt (4-6 séances par an)	7'500.00	3'467.00
Visites du site à Glovelier (1 visite à 2 visites par an)	400.00	350.00
Visites extérieures (Bedretto, etc.)	5'000.00	-
Site web, développement base, maintenance, hébergement	3'000.00	2'426.00
Imprimés et graphisme (brochures, lettres, tous-ménages, infolettres, rapport annuel)	7'500.00	8'804.00
Matériel informatique	1'500.00	-
Licences informatiques	1'000.00	-
Infrastructure	10'600.00	8'594.00
Autres frais, divers	800.00	169.00
TOTAL TTC	116'800.00	77'644.00

5. BILAN DE L'ANNÉE ET PERSPECTIVES

La Commission de suivi et d'information a pris sa mission au sérieux et a travaillé de manière intense, au cours de ce nouvel exercice annuel ponctué de six séances, afin de s'informer et d'informer ses membres, d'abord, sur le projet, sur l'avancée des travaux, en particulier le forage exploratoire, sur le suivi rigoureux du Canton, sur les premiers résultats et les prochaines étapes à venir. Elle est revenue sur de nombreuses thématiques de fond, comme la question de la protection des eaux ou de la sismicité induite par exemple, en cherchant toujours à approfondir ses propres connaissances et, aussi, à se doter d'informations aussi factuelles et objectives que possible.

Elle a en outre cherché, par différents canaux, à communiquer les informations qu'elle a ainsi pu acquérir à la population et aux différents milieux intéressés, dans le but de combler dans la mesure du possible le déficit d'information qu'elle a constaté autour du projet. Fidèle à sa mission d'information et de plateforme de discussion et d'échange, elle a aussi, à travers son site Internet, permis à celles et ceux que le projet intéresse ou inquiète de lui poser toutes questions et de lui faire des suggestions, notamment de propositions de thèmes à aborder.

Au cours de l'année 2024, la CSI s'est aussi penchée sur les résultats du sondage mené par la Commune de Haute-Sorne, afin de déterminer ce qu'elle pouvait ou devait en tirer dans le cadre de son propre mandat, notamment dans l'optique de ses futurs travaux. À l'issue de sa seconde année d'activité, la Commission de suivi et d'information du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne constate que ce projet fait l'objet, au sein de la population jurassienne comme d'ailleurs au sein de la Commission, de discussions, parfois vives, et de divergences d'opinions. En ce sens, elle doit constater que, malgré ses efforts d'information

et de sensibilisation, les fronts restent largement polarisés, et la discussion difficile. La CSI estime cependant qu'il est possible et nécessaire de débattre de manière rationnelle et, à la fois, ouverte et transparente d'un projet tel que celui de Haute-Sorne, dans un climat de discussion dans lequel chacune et chacun accepte de confronter ses propres opinions et arguments à ceux des autres, mais aussi de reconnaître le ressenti des autres. À cet égard, et même si elle n'a pas connu l'audience souhaitée le soir même, probablement en raison des fortes intempéries du moment, la séance publique du 21 novembre 2024 a été une bonne illustration de cette volonté de cultiver le dialogue.

À l'exception de la campagne géophysique 3D et des tests de stimulation qui se dérouleront durant le premier semestre de l'année 2025, le projet de géothermie profonde à Haute-Sorne se fera probablement plus discret qu'en 2024. En effet, une grande partie de l'année sera consacrée à l'analyse des données récoltées et à la mise à jour de l'analyse de risques par l'exploitant, ce qui devra ensuite permettre au Gouvernement jurassien de statuer sur la suite à donner au projet. La CSI va alors, durant cette phase d'accalmie en termes de travaux, s'atteler à chercher de nouvelles manières de communiquer, dans le but de considérer davantage les intérêts et les préoccupations de la population vis-à-vis du projet. Elle envisage par exemple de mettre sur pieds des ateliers-citoyens ou des tables-rondes. Cette nouvelle forme de démocratie participative pourrait permettre aux participantes et aux participants de discuter de certains éléments du projet et de contribuer ainsi à son amélioration ou à la diminution de ses nuisances, en proposant des solutions concrètes qui seraient directement adressées à l'exploitant, au Canton ou encore à la Commune.

RAPPORT ANNUEL **2024**



COMMISSION DE SUIVI ET D'INFORMATION
PROJET DE GÉOTHERMIE PROFONDE - HAUTE-SORNE